

Ville de Baie-D'Urfé

Rapport Financier

31 décembre 2017

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S5

États financiers audités S6 - S25

Renseignements financiers non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S33

Autres renseignements financiers non audités S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières S54

Données prévisionnelles non auditées S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie MacDowell, atteste la véracité du rapport financier
de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Baie-D'Urfé pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-22.
(Date)

Signature



Date

2018-04-25

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Baie-D'Urfé qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-D'Urfé au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-D'Urfé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la Ville de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion modifiée en date du 2 mai 2017.



Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2018-04-25

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	16 572 780	17 783 376	17 258 153
Compensations tenant lieu de taxes	2	137 440	148 029	127 310
Quotes-parts	3			
Transferts	4	77 110	562 970	102 090
Services rendus	5	190 860	198 303	218 471
Imposition de droits	6	1 008 280	877 980	1 711 365
Amendes et pénalités	7	25 000	21 905	18 800
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	187 890	265 644	220 469
Autres revenus	10		21 077	293 854
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 199 360	19 879 284	19 950 512
Charges				
Administration générale	14	3 764 081	3 758 287	3 494 993
Sécurité publique	15	5 412 405	5 271 560	5 401 492
Transport	16	4 833 970	5 155 802	4 894 500
Hygiène du milieu	17	1 818 554	1 631 579	1 624 655
Santé et bien-être	18	121 203	116 334	119 347
Aménagement, urbanisme et développement	19	441 501	467 456	583 326
Loisirs et culture	20	1 738 221	1 882 891	1 712 230
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	39 620	18 157	61 543
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 169 555	18 302 066	17 892 086
Excédent (déficit) de l'exercice	25	29 805	1 577 218	2 058 426
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		25 310 148	23 251 722
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		25 310 148	23 251 722
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		26 887 366	25 310 148

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 390 797	11 080 161
Débiteurs (note 5)	2	3 301 510	2 163 388
Prêts (note 6)	3	9 200	24 200
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 701 507	13 267 749
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 517 132	1 726 821
Revenus reportés (note 12)	12	60 327	59 856
Dette à long terme (note 13)	13	1 413 700	1 871 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	3 991 159	3 658 177
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	8 710 348	9 609 572
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 177 018	15 700 576
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	18 177 018	15 700 576
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	26 887 366	25 310 148

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	29 805	1 577 218	2 058 426
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	3 528 444 ) (	656 116)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 052 002	1 046 515
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(2 476 442)	390 399
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	29 805	(899 224)	2 448 825
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		9 609 572	7 160 747
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		9 609 572	7 160 747
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		8 710 348	9 609 572

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 577 218	2 058 426
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 052 002	1 046 515
Autres			
-	3		
-	4		
	5	2 629 220	3 104 941
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 138 122)	629 622
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	790 311	319 475
Revenus reportés	9	471	(4 706)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	2 281 880	4 049 332
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 528 444)	(656 116)
Produit de cession	16		
	17	(3 528 444)	(656 116)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	15 000	15 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	15 000	15 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(457 800)	(590 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(457 800)	(590 000)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 689 364)	2 818 216
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	11 080 161	8 261 945
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	11 080 161	8 261 945
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	9 390 797	11 080 161

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-D'Urfé est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les excédents sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1, 16-2 et 16-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Baie-d'Urfé, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour contestation d'évaluation et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5 et 10 ans
Véhicules	- 5, 10 et 15 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

N/A

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 390 797	11 080 161
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 9 390 797	11 080 161
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 3 205 487	958 731
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 354 085	811 644
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 977 916	962 202
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 531 282	191 616
Organismes municipaux	15 37 710	37 500
Autres		
- Mutation, intérêts, autres	16 400 517	160 426
-	17	
	18 3 301 510	2 163 388
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 282 652	348 152
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 282 652	348 152
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Tennis Club	26 9 200	17 900
- Yacht Club	27	6 300
	28 9 200	24 200
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		
Prêt sans intérêt échéant en 2019		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	<u>37</u>		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	164 244	137 726
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	15 259	15 243
	<u>43</u>	<u>179 503</u>	<u>152 969</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	<u>46</u>		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit d'un montant total autorisé de 1 700 000\$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel (3.20 % au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit est inutilisée.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 134 338	528 567
Salaires et avantages sociaux	48	381 618	282 784
Dépôts et retenues de garantie	49	663 274	761 573
Provision pour contestations d'évaluation	50	308 190	123 350
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	9 322	30 547
- Organismes municipaux	54	20 390	
-	55		
-	56		
-	57		
	58	2 517 132	1 726 821

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	5 046	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	48 214	48 214
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- CARRA	66	7 043	11 618
- divers	67	24	24
-	68		
-	69		
	70	60 327	59 856

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	2,60	2018	2030	71	1 413 700	1 871 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	1 413 700	1 871 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	()	()
					81	1 413 700	1 871 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets			Autres dettes à long terme		Total 2017	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement		Location-acquisition	Autres		
2018	82	90	374 900	98	107	115	374 900
2019	83	91	338 700	99	108	116	338 700
2020	84	92	327 800	100	109	117	327 800
2021	85	93	289 000	101	110	118	289 000
2022	86	94	8 300	102	111	119	8 300
2023 et +	87	95	75 000	103	112	120	75 000
	88	96	1 413 700	104	113	121	1 413 700
Intérêts et frais accessoires				105	()	122	()
	89	97	1 413 700	106	114	123	1 413 700

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	8 710 348
Tiers		9 609 572
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	8 710 348
		9 609 572

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	128	6 381 802	156	183		210		6 381 802	
Eaux usées	129	3 842 581	157	184	576 000	211		3 266 581	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	10 638 715	158	185	2 847 413	212		8 825 164	
Autres	131	4 856 362	159	186	878 734	213		4 162 991	
Réseau d'électricité	132		160	187		214			
Bâtiments	133	4 774 228	161	188	242 729	215		4 575 845	
Améliorations locatives	134		162	189		216			
Véhicules	135	1 676 449	163	190	535 669	217		1 187 128	
Ameublement et équipement de bureau	136	307 234	164	191	221 022	218		86 212	
Machinerie, outillage et équipement divers	137	726 988	165	192	435 864	219		321 927	
Terrains	138	1 723 128	166	193		220		3 249 841	
Autres	139		167	194		221			
	140	<u>34 927 487</u>	168	195	<u>5 737 431</u>	222		<u>32 057 491</u>	
Immobilisations en cours	141	<u>304 743</u>	169	196		223		<u>965 752</u>	
	142	<u>35 232 230</u>	170	197	<u>5 737 431</u>	224		<u>33 023 243</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	143	4 036 590	171	198		225		4 149 590	
Eaux usées	144	2 357 579	172	199	576 000	226		1 905 330	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	6 431 729	173	200	2 847 413	227		3 969 960	
Autres	146	2 131 537	174	201	878 734	228		1 396 577	
Réseau d'électricité	147		175	202		229			
Bâtiments	148	2 435 899	176	203	242 729	230		2 336 591	
Améliorations locatives	149		177	204		231			
Véhicules	150	1 303 856	178	205	535 669	232		872 566	
Ameublement et équipement de bureau	151	299 211	179	206	221 022	233		82 196	
Machinerie, outillage et équipement divers	152	535 253	180	207	435 864	234		133 415	
Autres	153		181	208		235			
	154	<u>19 531 654</u>	182	209	<u>5 737 431</u>	236		<u>14 846 225</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>15 700 576</u>				237		<u>18 177 018</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	238		241		243		245		
Amortissement cumulé	239	()	242	()	244	()	246	()	
Valeur comptable nette	240						247		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	254	
-	255	
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS	
Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Encaisse	270
Placements de portefeuille	271
Débiteurs	272
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273
Provision pour moins-value	274 () ()
	275
	276
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	277
Revenus reportés	278
Dette à long terme	279
	280
Solde du Fonds local d'investissement	281

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	295

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	302		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****20. Obligations contractuelles**a) Système de radiocommunication

La ville s'est engagée envers la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radiocommunication. L'entente est valide du 1er janvier 2018 au 20 juin 2023. Les coûts annuels à prévoir pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2018	: 59 508 \$
2019	: 4 712 \$
2020	: 4 763 \$
2021	: 4 826 \$
2022	: 4 884 \$

b) Location photocopieur

La ville s'est engagée envers la compagnie Konica Minolta pour la location de photocopieurs. L'entente est valide du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2020. Les coûts annuels à prévoir sont les suivants :

2018	: 4 814 \$
2019	: 4 814 \$
2020	: 4 011 \$

c) Déneigement

La ville a conclu une entente relativement au déneigement des chemins municipaux avec la société Landcare Indépendant Inc. L'entente est valide du 15 octobre 2017 au 30 avril 2019 et inclut également deux années d'option. Les coûts annuels à prévoir sont les suivants :

2018	: 144 174 \$
2019	: 88 723 \$

d) Audit

La ville s'est engagée, en vertu d'une entente, envers un fournisseur de service pour l'audit des états financiers. L'entente est valide pour les exercices 2017-2018-2019. Les coûts annuels à prévoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2018	: 18 898 \$
2019	: 18 898 \$

e) Entretien préventif du réseau d'aqueduc

La ville s'est engagée envers la compagnie Simo Management Inc pour le service d'entretien préventif du réseau d'aqueduc. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2018	: 29 219 \$
2019	: 21 406 \$
2020	: 21 621 \$
2021	: 30 105 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

f) Fourniture de diesel

La ville s'est engagée envers la compagnie Chauffage Ross Turner, pour la fourniture de diesel. Cette entente est en vigueur jusqu'au 31 juillet 2019. Les coûts à prévoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2018 : 34 486 \$
2019 : 20 117 \$

g) Fourniture d'arbre

La ville s'est engagée envers la compagnie Pépinière Dominique Savio Inc pour la fourniture d'arbres. Cette entente est en vigueur pour les exercices 2017, 2018 et 2019. Les coûts à prévoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2018 : 18 032 \$
2019 : 18 373 \$

h) Service de patrouille

La ville s'est engagée envers la compagnie Axia Services pour la fourniture d'un service de patrouille sur le territoire de la Ville. Cette entente, d'une durée de deux ans, est valide du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, et inclut deux années d'options. Les coûts à prévoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2018 : 169 955 \$
2019 : 174 107 \$

i) Gestion de la piscine

La ville a conclu une entente avec le Club Aquatique de Baie-d'Urfé relativement à la gestion de la piscine. Cette entente, d'une durée de quatre ans, est valide du 1 janvier 2015 au 31 décembre 2019 et représente un coût annuel de 15 000 \$

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

La ville est poursuivie par un individu qui conteste les raisons du refus de son embauche par la ville. Le montant de la compensation monétaire relative à cette cause est indéterminé. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

d) Autres

N/A

22. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données du budget 2017 et des réalisations de 2016 ont été reclassées ou regroupées.

26 La Ville de Baie-d'Urfé a signé une entente avec la Ville de Montréal relativement à la gestion du site de déversement pour les boues des fosses septiques, qui est sur le territoire de la ville de Montréal. Cette entente, d'une durée de deux ans venant à échéance le 31 décembre 2011, se renouvelle automatiquement par période annuelle.

27 La Ville de Baie-d'Urfé a signé une entente avec la Ville de Pointe-Claire relativement à la fourniture du traitement de l'eau potable. Cette entente, d'une durée de 10 ans, se renouvelle automatiquement par période annuelle.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes					
1	16 572 780	17 783 376		17 783 376	17 258 153
Compensations tenant lieu de taxes	137 440	148 029		148 029	127 310
2					
3					
Quotes-parts					
4	77 110	86 392		86 392	102 090
Services rendus	190 860	198 303		198 303	218 471
5					
Imposition de droits	1 008 280	877 980		877 980	1 711 365
6					
Amendes et pénalités	25 000	21 905		21 905	18 800
7					
Revenus de placements de portefeuille					
8					
Autres revenus d'intérêts	187 890	265 644		265 644	220 469
9					
Autres revenus		21 077		21 077	9 163
10					
Effet net des opérations de restructuration					
11					
12	18 199 360	19 402 706		19 402 706	19 665 821
Investissement					
Taxes					
13					
Quotes-parts					
14					
Transferts		476 578		476 578	
15					
Imposition de droits					
16					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
17					
Autres					
18					284 691
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
19					
20		476 578		476 578	284 691
21	18 199 360	19 879 284		19 879 284	19 950 512
Charges					
Administration générale	3 754 081	3 744 696		3 758 287	3 494 993
22					
Sécurité publique	5 412 405	5 261 068		5 271 560	5 401 492
23					
Transport	4 833 970	4 538 314		4 555 802	4 894 500
24					
Hygiène du milieu	1 818 554	1 387 466		1 631 579	1 624 655
25					
Santé et bien-être	121 203	116 334		116 334	119 347
26					
Aménagement, urbanisme et développement	441 501	463 958		467 456	583 326
27					
Loisirs et culture	1 738 221	1 720 071		1 882 891	1 712 230
28					
Réseau d'électricité					
29					
Frais de financement	39 620	18 157		18 157	61 543
30					
Effet net des opérations de restructuration					
31					
Amortissement des immobilisations		1 052 002	(1 052 002)		
32					
33	18 169 555	18 302 066		18 302 066	17 892 086
34	29 805	1 577 218		1 577 218	2 058 426
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	29 805	1 577 218	2 058 426
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 476 578 ) (	) ( 284 691)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	29 805	1 100 640	1 773 735
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 052 002	1 046 515
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 052 002	1 046 515
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	21 600	15 000	15 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	21 600	15 000	15 000
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	392 300 ) (	392 300 ) (	526 441)
	18	(392 300)	(392 300)	(526 441)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	10 950 ) (	149 234 ) (	25 583)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	212 655	317 386	467 474
Excédent de fonctionnement affecté	21	238 240	29 724	33 350
Réserves financières et fonds réservés	22	(99 050)	(114 487)	(129 231)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	340 895	83 389	346 010
	26	(29 805)	758 091	881 084
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 858 731	2 654 819

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	476 578	284 691
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	1 680 007	3 506
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	63 176
Loisirs et culture	8	1 848 437	589 434
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	3 528 444	656 116
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	149 234	25 583
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 807 312	63 176
Excédent de fonctionnement affecté	16		282 666
Réserves financières et fonds réservés	17	77 151	
	18	3 033 697	371 425
	19	(494 747)	(284 691)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(18 169)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	2 388 320	2 437 031	1 961 318
Charges sociales	2	585 185	591 664	482 298
Biens et services	3	3 517 260	2 846 640	2 760 494
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	28 479	19 767	48 369
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec	5			
et ses entreprises	6	10 641	(1 878)	12 583
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	268	591
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	11 405 690	11 111 579	11 349 419
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	191 220	211 658	225 007
Amortissement des immobilisations	14		1 052 002	1 046 515
Autres				
- Réclamation	15	6 000		5 492
- autres	16	36 260	33 335	
-	17			
	18	18 169 555	18 302 066	17 892 086

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 679 787	6 887 478
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 946 923	3 244 343
Réserves financières et fonds réservés	3	3 205 486	958 730
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5		18 169
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 055 170	14 201 428
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 887 366	25 310 148
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 679 787	6 887 478
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	3 679 787	6 887 478
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Mur anti-bruit (Berm)	12	900 000	600 000
- Aménagement hôtel de ville	13	826 755	1 300 785
- Pavage et drainage	14	322 334	322 334
- Glissoire, carroussel et terrain	15		72 040
- Élections	16		50 535
- Autres	17	79 500	98 500
- Arbres	18	612 949	800 149
- Engagements	19	65 319	
- Stabilisation des berges	20	140 066	
	21	2 946 923	3 244 343
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	2 946 923	3 244 343
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Traitement des arbres - R1050	27	548 365	
- Ent. Rép. bâtiments - R 1051	28	679 716	
- Sys. Drainage - R 1052	29	251 747	
- Ent. Espaces verts - R 1054	30	493 283	
- Ent. aqueduc - R 1058	31	251 747	
	32	2 224 858	
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	980 628	958 730
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	980 628	958 730
	48	3 205 486	958 730

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 () (
Autres	57 () (
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
-	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
-	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	18 169
Investissements à financer	83 () ()	() ()
	84	18 169
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	18 177 018
Propriétés destinées à la revente	86	15 700 576
Prêts	87	9 200
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	24 200
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	18 186 218
Ajustements aux éléments d'actif	91	15 724 776
	92	18 186 218
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (	1 413 700) (
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () (
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	282 652
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	348 152
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (	1 131 048) (
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () (
	100 (	1 131 048) (
	101	17 055 170
		14 201 428

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrésRégimes
supplémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

2017

2016

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) au début de l'exercice

3

Charge de l'exercice

4

Cotisations versées par l'employeur

5

Actif (passif) à la fin de l'exercice

6

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice

7

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice

8

Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation

9

Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)

10

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value

11

Provision pour moins-value

12

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice

13

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes en cause

14

Valeur des actifs à la fin de l'exercice

15

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice

16

Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation

17

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice

18

Coût des services passés découlant d'une modification de régime

19

20

Cotisations salariales des employés

21

Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes

22

interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur

23

Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)

24

Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value

25

Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime

26

Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime

27

Variation de la provision pour moins-value

28

Autres

29

-

30

Charge de l'exercice excluant les intérêts

31

Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées

32

Rendement espéré des actifs

33

Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)

34

Charge de l'exercice

35

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 () ()	
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	83	
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	84 (_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	85	
Charge de l'exercice	86	86	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	88 (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 2

Description des régimes et autres renseignements**Cadres**

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes.

La cotisation salariale de base est égale à 9% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 9% du salaire de l'employé.

Cois bleus

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes. Il s'agit d'un régime ouvert.

La cotisation salariale de base est égale à 8% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 8% du salaire de l'employé.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	<u>164 244</u>	<u>137 726</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	<u> </u>	<u> </u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>7</u>	<u>6</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>3 170</u>	<u>3 120</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	10 683	10 514
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>4 576</u>	<u>4 729</u>
	115	<u>15 259</u>	<u>15 243</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 413 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	282 652
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 131 048
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	1 131 048
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	56 962
Autres organismes	19	1 134 000
Endettement total net à long terme	20	2 322 010
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	12 076 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	12 076 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	14 398 010
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 453 350	16 594 434	15 856 143
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 453 350	16 594 434	15 856 143
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	694 700	764 510	787 104
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Sécurité Industrielle	14			190 191
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	424 730	424 432	424 715
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 119 430	1 188 942	1 402 010
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 119 430	1 188 942	1 402 010
	26	16 572 780	17 783 376	17 258 153

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 9 200	9 749	9 919
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 9 200	9 749	9 919
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 128 240	138 280	117 391
	35 128 240	138 280	117 391
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 137 440	148 029	127 310
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 137 440	148 029	127 310

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		14 287	17 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	50 160	13 376	17 271
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	26 950	4 439	12 584
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	77 110	32 102	46 855

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	4 491	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	472 087	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	476 578	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	54 290	55 235
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138	54 290	55 235
TOTAL DES TRANSFERTS	139 77 110	562 970	102 090

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157	18 000	18 000
	158		18 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	18 000	18 000
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	18 000	18 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	25 900	25 992	15 711
	185	25 900	25 992	15 711
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	1 000	746	1 960
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	1 000	746	1 960
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202	70 350	75 828	74 117
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206		821	
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	70 350	76 649	74 117
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	215			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	75 610	76 916	108 683
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222			
	223	75 610	76 916	108 683
Réseau d'électricité				
	224			
	225	172 860	180 303	200 471
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	190 860	198 303	218 471

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	56 280	38 318	79 882
Droits de mutation immobilière	228	952 000	839 662	1 631 483
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 008 280	877 980	1 711 365
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	25 000	21 905	18 800
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	187 890	265 644	220 469
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			284 691
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242		21 077	9 163
	243		21 077	293 854
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	164 400	150 749	150 749	147 120
Greffier et application de la loi	2	377 280	301 148	302 651	293 526
Gestion financière et administrative	3	710 850	834 372	846 460	666 635
Évaluation	4	101 281	98 694	98 694	100 815
Gestion du personnel	5	69 275	75 754	75 754	52 740
Autres					
- Autres	6	2 340 995	2 283 979	2 283 979	2 234 157
-	7				
	8	3 764 081	3 744 696	3 758 287	3 494 993
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	3 427 795	3 340 256	3 340 256	3 409 771
Sécurité incendie	10	1 861 317	1 813 783	1 813 783	1 857 228
Sécurité civile	11	74 903	59 875	70 367	86 326
Autres	12	48 390	47 154	47 154	48 167
	13	5 412 405	5 261 068	5 271 560	5 401 492
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 632 029	1 400 665	615 890	1 395 114
Enlèvement de la neige	15	277 850	263 622	1 598	236 706
Éclairage des rues	16	107 680	126 740	126 740	94 533
Circulation et stationnement	17	23 310	25 516	25 516	13 769
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 722 204	2 652 685	2 652 685	2 761 198
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	70 897	69 086	69 086	393 180
	22	4 833 970	4 538 314	617 488	4 894 500

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIENE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	279 880	230 727	230 727	280 649
Réseau de distribution de l'eau potable	24	180 900	106 044	113 000	229 003
Traitement des eaux usées	25	157 000	145 935	145 935	116 785
Réseaux d'égout	26	144 340	111 929	131 113	174 782
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	456 462	446 894	446 894	474 192
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	59 720	55 446	55 446	63 984
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	115 720	123 074	123 074	189 376
Traitement	32				
Matériaux secs	33	4 800	4 409	4 409	
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	411 732	155 586	155 586	89 167
Autres	39	8 000	7 422	7 422	6 717
	40	1 818 554	1 387 466	244 113	1 624 655
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	119 535	114 740	114 740	119 347
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	1 668	1 594	1 594	
	44	121 203	116 334	116 334	119 347
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	232 027	260 248	3 498	189 645
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47	30 384	29 608	29 608	29 124
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	176 839	171 909	171 909	362 317
Industries et commerces	49				
Tourisme	50	2 251	2 193	2 193	2 240
Autres	51				
Autres	52	441 501	463 958	3 498	583 326

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	232 386	362 185	16 822	379 007
Patinoires intérieures et extérieures	54				74 208
Piscines, plages et ports de plaisance	55	115 480	27 154	20 961	55 696
Parcs et terrains de jeux	56	485 460	442 871	125 037	52 044
Parcs régionaux	57				517 708
Expositions et foires	58				
Autres	59	158 763	154 621		157 943
	60	992 089	986 831	162 820	1 149 651
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	269 390	266 708		266 708
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	476 742	466 532		466 532
	66	746 132	733 240		733 240
	67	1 738 221	1 720 071	162 820	1 882 891
	68				1 712 230
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	39 120	17 889		60 952
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	500	268		268
Autres	73	39 620	18 157		18 157
	74				591
					61 543
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75		1 052 002	(1 052 002)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Baie-D'Urfé (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Goudreau Poirier inc.
Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2018-04-25

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	17 783 376
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	184 840
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 734 236
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>325 556</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>8 908 424</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 296 815 903
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 302 344 803</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 299 580 353</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 6 | 8 | 5 | 5 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 045 965	3 506
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		304 743
Autres infrastructures	11	834 269	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	44 346	
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	46 348	
Ameublement et équipement de bureau			
18			
Machinerie, outillage et équipement divers			
19		30 803	63 176
Terrains			
20		1 526 713	284 691
Autres			
21			
	22	3 528 444	656 116

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	1 880 234	308 249
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 648 210	347 867
	34	3 528 444	656 116

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	3 528 444	656 116
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	3 528 444	656 116

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 396 022		264 974	1 131 048
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	127 326		127 326	
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 523 348		392 300	1 131 048
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	348 152		65 500	282 652
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	348 152		65 500	282 652
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	348 152		65 500	282 652
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	348 152		65 500	282 652
	19	1 871 500		457 800	1 413 700
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 871 500		457 800	1 413 700

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	101 281	98 694	100 814
Autres	3	1 895 623	1 846 470	1 837 465
Sécurité publique				
Police	4	3 427 795	3 340 256	3 409 771
Sécurité incendie	5	1 861 317	1 813 783	1 857 228
Sécurité civile	6	11 253	10 966	11 202
Autres	7	48 390	47 154	48 167
Transport				
Réseau routier	8	12 379	12 063	8 961
Transport collectif	9	2 722 205	2 652 685	2 761 198
Autres	10	70 897	69 086	70 570
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	335 352	326 788	333 808
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	31 012	30 146	30 489
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	104 906	100 484	104 784
Autres	17	16 297	15 850	14 562
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	44 697	43 353	43 674
Rénovation urbaine	19	30 384	29 608	29 124
Promotion et développement économique	20	159 799	155 718	159 063
Autres	21	2 251	2 193	2 240
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	160 740	156 596	160 006
Activités culturelles	23	369 112	359 686	366 293
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 405 690	11 111 579	11 349 419

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1	15,00	35,00	18 882,00	977 985	233 676	1 211 661
2						
3	12,00	35,00	14 925,00	448 489	126 048	574 537
4	20,00	36,00	30 622,00	902 816	214 362	1 117 178
5						
6						
7						
8	47,00		64 429,00	2 329 290	574 086	2 903 376
9	7,00			107 741	17 578	125 319
10	54,00			2 437 031	591 664	3 028 695

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11					
Transport en commun Eau et égout					
12					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
13					
Réseau de distribution de l'eau potable					
14					
Traitement des eaux usées					
15					
Réseaux d'égout					
16	86 392	139 161	337 417		562 970
17	86 392	139 161	337 417		562 970

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	268	
	4	268	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 499	18 555
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	2 499	18 555
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 917	27 497
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	197	895
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	9 114	28 392
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	6 276	14 596
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	6 276	14 596
Réseau d'électricité			
	40		
	41	18 157	61 543

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maria Tutino	34 370	16 486
Janet Ryan	7 364	3 682
Lynda Phelps	7 364	3 682
Michel Beauchamp	7 364	3 682
Andréa Gilpin	1 043	522
Kevin Doherty	1 043	522
Wanda Lowensteyn	1 043	522
Chuck Colomb	6 321	3 160
Peter Fletcher	6 321	3 160
Brian Manning	6 321	3 160

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() ()	() ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() ()	() ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() ()	() ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 200 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23 _____	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26 _____	\$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29 _____	\$
b) autres formes d'aide	30 _____	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31 _____	
Facteur comparatif de 2017	32 _____	
Valeur uniformisée	33 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

39 _____ /

b) Date d'adoption de la résolution

40 _____ /

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	16 297 590
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	16 297 590

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	820 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Sécurité industrielle	14	169 960
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	335 880
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 325 840
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 325 840
	26	17 623 430

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	10 530
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	10 530
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	114 410
	9	114 410
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	124 940

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	124 940

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1	X	2	/100\$	3			
4	893.377.903	X	5	0,5916	/100\$	6	5.284.780
7	16.440.000	X	8	0,5916	/100\$	9	97.250
10	356.877.900	X	11	3,0004	/100\$	12	10.707.590
13		X	14		/100\$	15	
16		X	17		/100\$	18	
19	17.578.400	X	20	1,1831	/100\$	21	207.970
22		X	23		/100\$	24	
					25	16.297.590	26
					27		28
							16.297.590
Taxes spéciales							
30		X	31		/100\$	32	
33		X	34		/100\$	35	
36		X	37		/100\$	38	
39		X	40		/100\$	41	
42		X	43		/100\$	44	
45		X	46		/100\$	47	
48		X	49		/100\$	50	
51		X	52		/100\$	53	
					54		55
					56		57
							58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26 () 27 () 28		29	
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 () 56 () 57		58	
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	X 60	% 61	59	62 () 63 () 64		65	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	89	,	00	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5		,		\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
taxe d'eau au compteur résidentiel	3,5800	7	1000 gallons exc. 50000
taxe d'eau compteur 1 1/2 pouce	3,5800	7	non res / 1000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	3,5800	7	exc. 40000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	71,0000	4	1000 gal jusqu'a 40 000

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière							
	Générales	1	10 707 590			207 970	97 250	
	De secteur	2						
	Autres	3						
	Taxes sur une autre base							
	Taxes, compensations et tarification							
	Service de la dette	4						
	Autres	5						
	Taxes d'affaires							
	Sur la valeur locative	6						
	Autres	7						
		8	10 707 590			207 970	97 250	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	5 284 780		16 297 590
De secteur			
Autres			
	9		
	10		
	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	335 880		335 880
Autres	989 960		989 960
	12		
	13		
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative			
Autres			
	14		
	15		
	16	6 610 620	17 623 430

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27 _____	18 838 780	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28 _____	308 250	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29 _____	29 680	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30 _____		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 20410, chemin Lakeshore
(no) (rue)
Baie-D'Urfé H9X 1P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 457-5324
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-5671
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jmacdowell@baie-durfe.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie MacDowell

Téléphone (514) 457-5324
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-5671
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jmacdowell@baie-durfe.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____